Fondation Jean Jaurès

Démocratie

PRIX DES CARBURANTS, TENSIONS INTERNATIONALES, CHANGEMENT CLIMATIQUE, CONDITIONS D'ENSEIGNEMENT… : À QUI PROFITENT LES CRISES ACTUELLES ?

Antoine Bristielle

02/10/2026

Comment analyser les effets des crises sur les dynamiques politiques à l'approche de 2027 ? À partir des résultats de la dernière vague de l'Enquête électorale française, Antoine Bristielle, directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès, montre que la combinaison de la peur et de la colère renforce la demande de rupture, tandis que les effets électoraux varient selon la nature des préoccupations, qu'elles soient sociales, économiques, identitaires, environnementales ou internationales. La présidentielle de 2027 dépendra de la crise qui dominera le débat public et du récit politique qui s'imposera pour l'interpréter.

À quelques mois de l'élection présidentielle, les crises semblent s'accumuler en France. Les tensions internationales et la montée des menaces liées à la Russie ont replacé les questions de défense et de sécurité dans l'actualité, la hausse des prix des carburants ravive les inquiétudes autour du pouvoir d'achat et fait ressurgir le spectre de nouvelles mobilisations sociales et à cela s'ajoutent les conséquences de plus en plus visibles du changement climatique, avec les méga-feux et les épisodes de canicules de cet été 2026. Crise internationale, crise économique et sociale, crise climatique, crise dans les lycées : c'est dans ce contexte particulièrement chargé que la France entre dans la campagne présidentielle.

Cette accumulation n'est évidemment pas sans conséquence sur l'état d'esprit de la population. Les résultats de la dernière vague de l'Enquête électorale française[1] dessinent le portrait d'une société profondément inquiète. Invités à choisir, parmi une liste de sentiments, ceux qui

correspondent le mieux à leur état d'esprit actuel, 59% des Français citent l'inquiétude (+21 points depuis 2021) et 51% l'incertitude (+12 points depuis 2021). La fatigue arrive ensuite, à 34%, devant la colère, citée par 30% des répondants (+14 points depuis 2021).

Cette dégradation majeure de l'état d'esprit des Français se double d'un profond pessimisme quant à l'avenir : 74% des Français pensent que la situation du pays va se détériorer dans les prochaines années, contre seulement 45% à l'automne 2021. Seuls 4% anticipent désormais une amélioration. Dans ce contexte, l'attente placée dans la prochaine élection présidentielle est considérable : 71% des Français déclarent attendre de cette élection qu'elle permette de « réaliser un vrai changement social et politique », contre 51% à l'approche de la présidentielle de 2022. Seuls 16% attendent d'abord qu'elle permette d'« apaiser la France », contre 29% cinq ans auparavant.

Tous les ingrédients semblent donc réunis pour que l'accumulation des crises nourrisse une forte demande de changement à l'approche de la présidentielle. Mais cette dégradation de l'état d'esprit profite-t-elle nécessairement aux candidatures qui promettent la rupture ?

Cette note cherche précisément à comprendre les effets politiques et électoraux des crises actuelles. Celles-ci dégradent l'état d'esprit des Français : elles génèrent de la peur et, chez une partie de la population, une peur à laquelle s'ajoute la colère, au sein d'une autre partie de la population. Nous examinons d'abord comment ces deux réactions transforment la demande de changement et les équilibres électoraux, puis en quoi leurs effets diffèrent selon la crise qui préoccupe le plus les Français.

Les résultats montrent que les conséquences politiques des crises varient fortement selon les réactions qu'elles provoquent. Une première distinction apparaît entre les crises qui génèrent de la peur et celles où cette peur se double de colère. Une seconde tient à leur nature : crise climatique, difficultés sociales, hausse des prix ou tensions internationales ne nourrissent pas les mêmes attentes politiques ni les mêmes intentions de vote.

L'accumulation des crises favorise-t-elle la radicalité politique ?

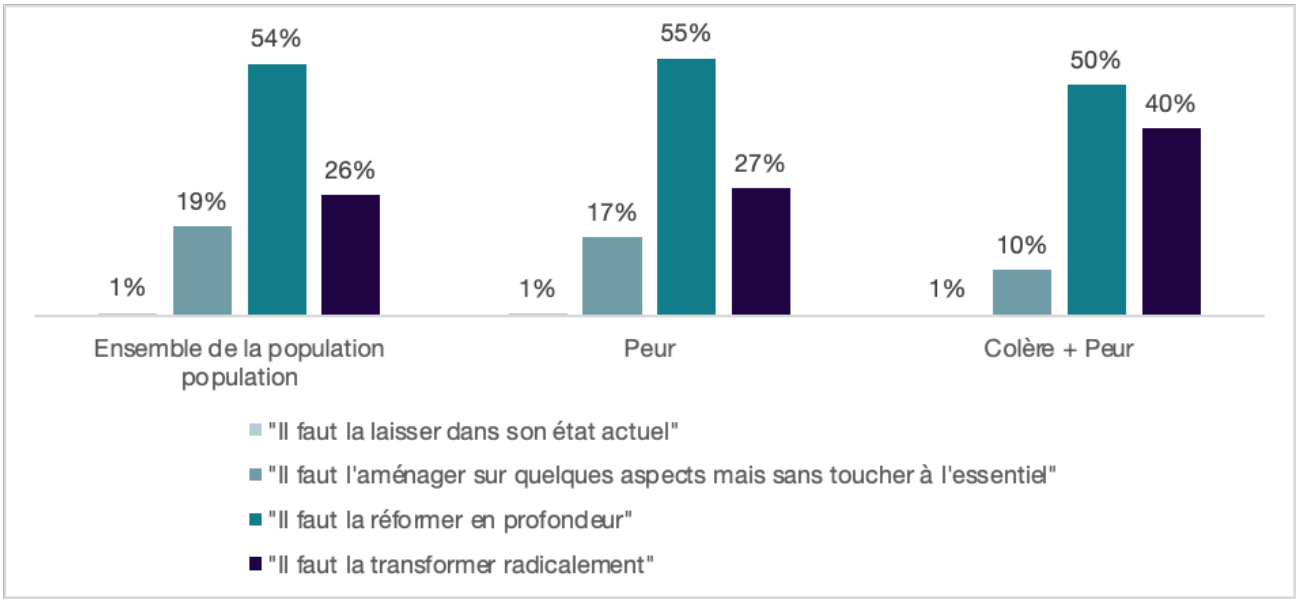
La peur change peu les attitudes politiques, la colère accentue fortement la demande de rupture

Nous l'avons vu, l'accumulation des crises actuelles génère de la peur et, parfois, de la colère. Mais comment ces réactions se traduisent-elles dans le rapport des Français à la politique ? Deux situations doivent être distinguées : lorsque les crises génèrent de la peur et lorsque cette peur se

double de colère[2].

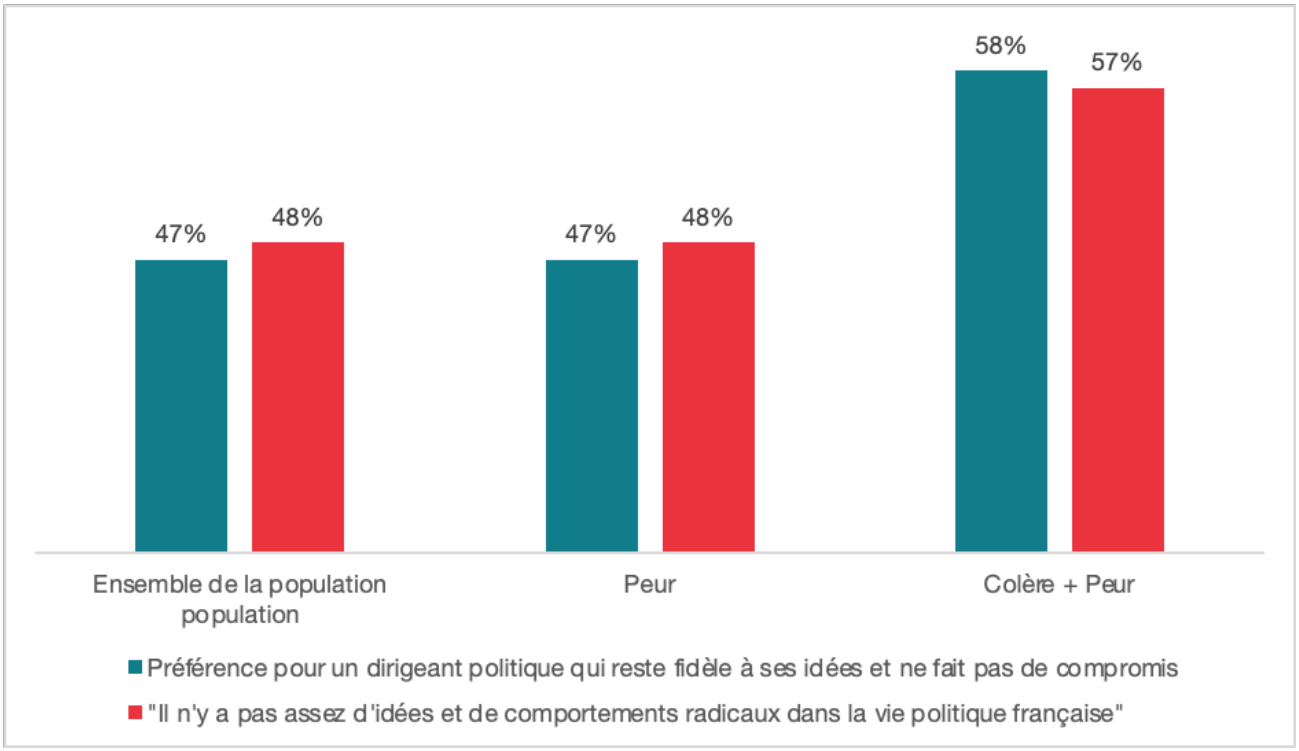
Le résultat apparaît d'abord dans le souhait de transformation de la société. Dans l'ensemble de la population, 26% des Français souhaitent « transformer radicalement » la société. Parmi les personnes inquiètes ou angoissées, cette proportion n'augmente que très légèrement, à 27%. Elle atteint en revanche 40% parmi celles qui cumulent peur et colère, soit quatorze points de plus que dans l'ensemble de la population. Si l'on additionne ceux qui souhaitent réformer la société en profondeur et ceux qui veulent la transformer radicalement, la demande de changement profond atteint même 90% dans ce dernier groupe (colère + peur), contre 80% dans l'ensemble de la population.

Graphique 1. Souhait de transformation de la société en fonction du profil émotionnel des Français



La même mécanique apparaît lorsqu'on interroge les Français sur la place des comportements radicaux en politique. Dans l'ensemble de la population, 48% des Français considèrent qu'il n'y a aujourd'hui « pas assez de comportements radicaux ». Parmi les Français qui ressentent de la peur, cette proportion est quasiment identique à 49%. Elle atteint en revanche 57% parmi ceux qui cumulent peur et colère. Même constat dans le rapport au compromis. 47% des Français préfèrent un dirigeant qui reste fidèle à ses idées et ne fait pas de compromis. La proportion est exactement la même parmi les personnes inquiètes ou angoissées. Elle monte en revanche à 58% lorsque la peur se double de colère.

Graphique 2. Rapport des Français à la radicalité et au compromis, en fonction de leur profil émotionnel



Les trois indicateurs convergent ainsi largement : parmi l'ensemble des personnes qui expriment de la peur, les attitudes politiques restent proches de la moyenne nationale. Lorsque cette peur se double de colère, la demande de rupture devient nettement plus importante. Autrement dit, les crises ne produisent pas toutes les mêmes dynamiques politiques : tout dépend de la réaction qu'elles provoquent.

Cette différence peut se comprendre à travers la manière dont les crises sont interprétées par la population. La peur renvoie d'abord à une menace et à l'incertitude qu'elle provoque. La colère ajoute une dimension de mise en cause : une situation peut alors être jugée injuste, attribuée à des décisions ou à des responsables, voire cristallisée autour d'un bouc émissaire. La hausse des prix des carburants, par exemple, peut être vécue comme une conséquence des désordres internationaux ou comme le signe de choix politiques qui pénalisent les ménages. Dans ce second registre, la crise ne suscite plus seulement une attente de protection : elle peut aussi nourrir une exigence de changement majeur et de sanction politique.

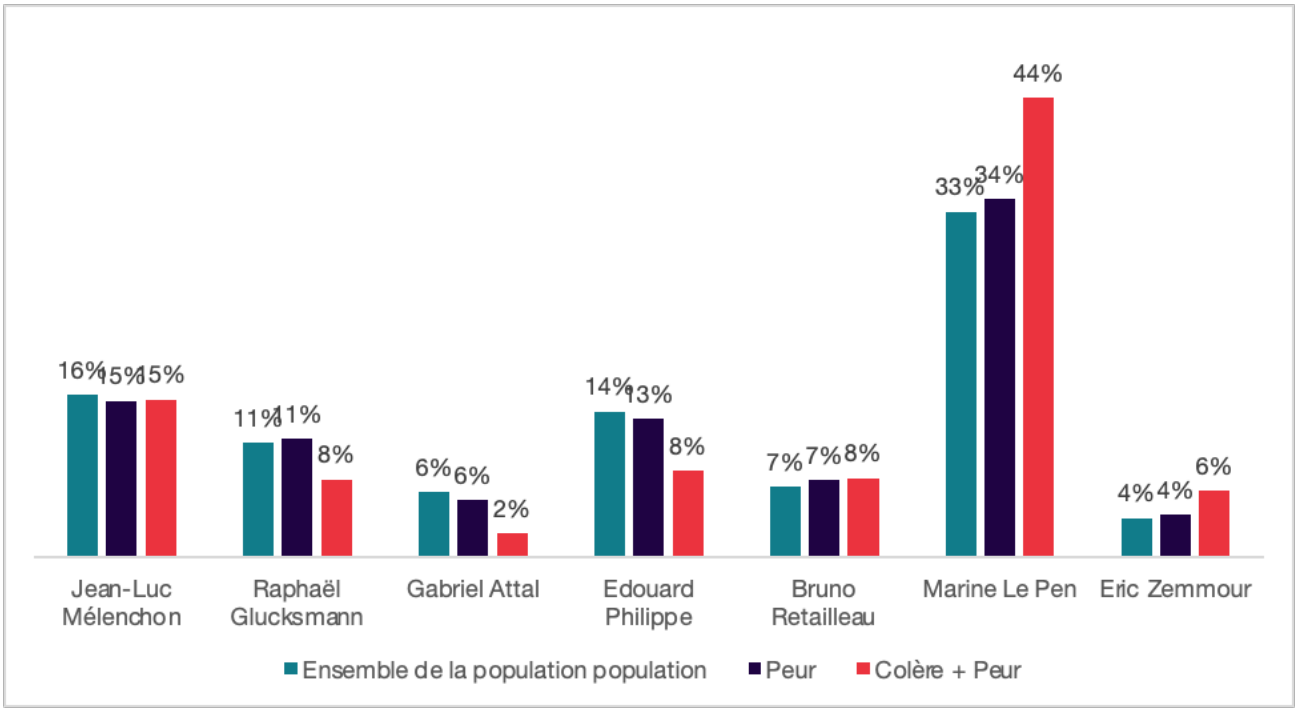
Peur et colère : le carburant électoral de Marine Le Pen

Les crises actuelles génèrent massivement de la peur et, chez certains Français, cette peur se lie à de la colère. Si les conséquences sur les attentes de transformation et de radicalité sont largement différentes entre les deux cas, qu'en est-il désormais en termes de comportements électoraux ? Nous nous sommes ainsi intéressés aux intentions de vote des Français déclarant ressentir de la

peur et de ceux déclarant ressentir à la fois de la peur et de la colère et les avons comparés aux intentions de vote de l'ensemble de la population française.

Les résultats sont particulièrement cohérents avec la partie précédente. Lorsque les crises génèrent uniquement de la peur, elles modifient finalement que très peu les grands équilibres électoraux : Marine Le Pen recueille 33% des intentions de vote dans l'ensemble de la population et 34% parmi les personnes inquiètes ou angoissées, Jean-Luc Mélenchon passe de 16% à 15%, Édouard Philippe de 14% à 13% et Raphaël Glucksmann reste à 11%. La peur, considérée globalement, ne bouleverse donc pas les équilibres d'ensemble.

Graphique 3. Intentions de vote des Français à la prochaine élection présidentielle, en fonction de leur profil émotionnel



En revanche, lorsque les crises génèrent à la fois peur et colère, le paysage électoral change beaucoup plus fortement. Dans cette configuration, Marine Le Pen atteint 44% des intentions de vote, soit onze points de plus que dans l'ensemble de la population. Éric Zemmour passe également de 4% à 6%. À l'inverse, Édouard Philippe tombe de 14% à 8%, Raphaël Glucksmann de 11% à 8% et Gabriel Attal de 6% à 2%. Jean-Luc Mélenchon reste pratiquement stable, à 15%.

Cette différence apporte un premier élément de réponse à notre question : les crises qui génèrent simultanément peur et colère correspondent, dans le scénario étudié, à une forte surreprésentation du vote pour l'extrême droite, et en particulier pour Marine Le Pen (44%, contre

33% dans l'ensemble). Les candidatures Philippe, Attal et Glucksmann sont au contraire sous-représentées, tandis que Jean-Luc Mélenchon reste proche de sa moyenne.

Un climat de crises qui installe à la fois la peur et la colère dessine donc un paysage électoral dans lequel le Rassemblement national atteint des scores considérables. Le parti de Marine Le Pen est ainsi celui qui aujourd'hui réussit indéniablement le mieux à capter la peur et la colère de nos concitoyens.

Néanmoins, il nous semble indispensable de préciser ce constat général. Comme nous l'avons dit en introduction, les crises qui touchent la France sont aujourd'hui de nature tout à fait différentes : crise économique, crise sociale, crise environnementale, crise internationale, crise politique et même – pour certains – crise identitaire. Or, justement, la nature même d'une crise a-t-elle une influence particulière sur la demande de radicalité politique d'une part et sur les grands équilibres électoraux d'autre part ? C'est à cette question que nous allons tenter de répondre dans une seconde partie.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

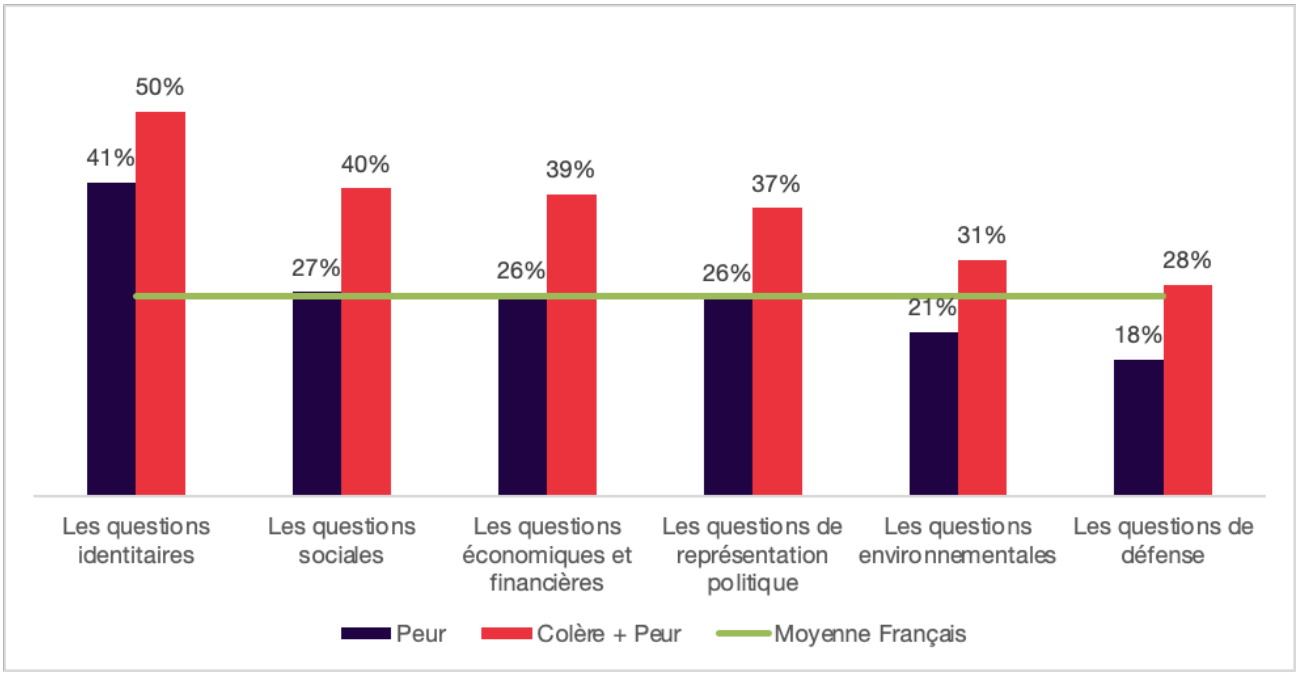
À qui profitent les différentes crises dans les dynamiques politiques et électorales ?

La demande de radicalité change profondément selon la nature de la crise

Les crises dégradent l'état d'esprit des Français, mais leurs effets politiques diffèrent selon le sujet qui cristallise les préoccupations. Nous avons dans un premier temps croisé la peur et la colère avec le domaine que les répondants jugent le plus déterminant pour l'avenir de la France : les questions économiques, les questions sociales, les questions environnementales, les questions identitaires, les questions de représentation politique ou les questions de défense[3]. Cette distinction permet de comprendre comment chaque type de crise nourrit une demande politique spécifique.

En ce qui concerne la demande de transformation radicale de la société, les différences sont considérables, en fonction de la thématique jugée la plus importante et de l'impact de cette dernière sur l'état d'esprit des Français interrogés. Dans toutes les configurations testées, la peur seule est associée à une moins grande demande de changement radical que la peur liée à la colère. Plus flagrante encore, lorsque la peur se focalise sur les questions de défense, la demande de changement radical baisse de six points par rapport à la moyenne des Français (18% contre 26%). La peur suscitée par l'instabilité mondiale pousse à une recherche accrue de stabilité intérieure. Au contraire, lorsque la peur et la colère sont liées à d'autres thématiques, en particulier les sujets identitaires et les sujets sociaux, l'association de la peur et de la colère provoque une demande considérable de radicalité politique : 50% pour les questions identitaires (difficultés liées à l'intégration des personnes étrangères, hausse de l'immigration, perte des valeurs traditionnelles) et 40% pour les questions sociales.

Graphique 4. Souhait de transformation radicale de la société en fonction de la préoccupation principale et de l'état émotionnel des Français



Lecture : 50% des Français jugeant les questions identitaires comme prioritaires et déclarant de la peur et de la colère souhaitent une transformation radicale de la société.

Les crises internationales sont donc clairement un moteur de stabilité politique lorsqu'au contraire les crises identitaires ou sociales sont de très forts accélérateurs de changement, en particulier lorsqu'elles provoquent à la fois de la peur et de la colère.

La crise des carburants donne à cette distinction une portée immédiate. Une même hausse peut

entrer dans deux récits politiques distincts, selon qu'elle est d'abord rattachée aux tensions internationales ou à la dégradation du pouvoir d'achat. Certains candidats, dans le prolongement de la lecture mise en avant par le gouvernement, présentent avant tout la hausse des prix des carburants comme une conséquence de la situation internationale, des conflits et des perturbations de l'approvisionnement énergétique. D'autres en font d'abord une question de pouvoir d'achat et de décisions nationales, en mettant l'accent sur les taxes, les prix et les réponses attendues de l'État. Une même crise, internationale dans ses origines et sociale dans ses conséquences, peut ainsi occuper des places très différentes dans le débat présidentiel.

Or le cadrage donné à cette crise est de nature à provoquer des effets politiques profondément différents : si le cadrage dominant est celui d'une crise liée aux conflits internationaux, elle a toutes les chances d'être un moteur de stabilité nationale ; si le cadrage dominant est au contraire celui d'une crise sociale nationale, elle a au contraire toutes les chances d'entraîner une profonde demande de radicalité.

Mais qu'en est-il désormais de la conséquence d'une crise particulière sur les équilibres électoraux ?

La nature des crises modifie largement les grands équilibres électoraux

Pour comprendre à qui profitent électoralement les différentes crises, procédons en deux temps. Examinons d'abord les intentions de vote lorsqu'une crise sectorielle particulière génère de la peur, mais sans colère. Regardons ensuite comment ces équilibres évoluent lorsque la peur se double de colère.

Lorsque les crises génèrent de la peur, sans colère

Tableau 1. Intentions de vote selon la préoccupation prioritaire, parmi les personnes exprimant de la peur sans colère (les écarts entre parenthèses sont calculés par rapport à l'ensemble de la population française)

Thèmes	Identitaire	Environnement	Social	Économie	Défense
Mélenchon	3 % (–13)	30 % (+14)	24 % (+8)	8 % (–7)	5 % (–11)
Glucksmann	2 % (–9)	18 % (+7)	12 % (+1)	11 % (=)	16 % (+5)
Attal	3 % (–3)	6 % (=)	5 % (–2)	7 % (=)	9 % (+3)

Philippe	7 % (–7)	12 % (–2)	9 % (–5)	18 % (+4)	25 % (+11)
Retailleau	11 % (+4)	3 % (–4)	4 % (–3)	10 % (+3)	9 % (+2)
Le Pen	60 % (+27)	13 % (–20)	32 % (–1)	35 % (+2)	27 % (–6)

L'impact des préoccupations identitaires liées à de la peur est un moteur électoral d'une ampleur considérable pour le Rassemblement national : Marine Le Pen voit ainsi son score passer de 33% à 60%. Tous les autres candidats, à l'exception de Bruno Retailleau, sont en recul lorsque cette thématique devient prioritaire et qu'elle génère de la peur.

Les candidats de gauche bénéficient au contraire d'une préoccupation environnementale liée à de la peur : Jean-Luc Mélenchon voit son score augmenter de quatorze points et Raphaël Glucksmann le sien de sept points. Si c'est au contraire la thématique sociale qui est jugée la plus préoccupante et qu'elle s'associe là aussi à de la peur, la dynamique est similaire, bien que moins marquée : Jean-Luc Mélenchon voit son score augmenter de huit points et Raphaël Glucksmann le sien d'un point.

Lorsque les enjeux économiques sont jugés prioritaires et qu'ils s'associent à de la peur, Édouard Philippe est le principal candidat à en bénéficier, mais dans des proportions assez modestes (+4 points d'intentions de vote). Sur les enjeux de défense liés à de la peur, c'est également lui qui en bénéficie, mais cette fois-ci dans des proportions plus importantes (+11 points), tout comme Raphaël Glucksmann (+5 points) et Gabriel Attal (+3 points).

Lorsque les crises génèrent à la fois peur et colère

Tableau 2. Intentions de vote selon la préoccupation prioritaire, parmi les personnes exprimant de la peur et de la colère (les écarts entre parenthèses sont calculés par rapport à l'ensemble de la population française)

Thèmes	Identitaire	Environnement	Social	Économie	Défense
Mélenchon	2 % (–14)	39 % (+23)	25 % (+9)	8 % (–8)	7 % (–9)
Glucksmann	1 % (–10)	14 % (+3)	9 % (–2)	7 % (–4)	14 % (+3)
Attal	1 % (–5)	3 % (–3)	2 % (–5)	3 % (–3)	5 % (–2)

Philippe	4 % (–10)	8 % (–6)	5 % (–9)	12 % (–2)	18 % (+4)
Retailleau	11 % (+4)	3 % (–4)	3 % (–4)	11 % (+4)	10 % (+3)
Le Pen	64 % (+31)	14 % (–19)	43 % (+10)	46 % (+13)	33 % (=)

Si les thématiques identitaires sont jugées prioritaires et qu'elles s'associent cette fois-ci à de la peur et de la colère, les dynamiques sont encore amplifiées par rapport à une situation où seule la peur était présente : Marine Le Pen voit cette fois son score augmenter de 31 points pour arriver à 64% des intentions de vote. Lorsque la colère se mêle à la peur sur les enjeux environnementaux, Jean-Luc Mélenchon en est l'immense bénéficiaire et son score électoral augmente de 23 points pour atteindre 39% des intentions de vote. À l'inverse, le score de Marine Le Pen chute de 19 points, à 14%.

Si les thématiques sociales sont jugées prioritaires et qu'elles s'associent à de la peur et de la colère, Jean-Luc Mélenchon bénéficie toujours de la situation, en voyant son score augmenter de 9 points. Fait notable cependant, alors que Marine Le Pen ne voyait pas son score augmenter sur cette thématique en présence de peur uniquement, l'ajout de la colère entraîne une augmentation manifeste de son score, de l'ordre de dix points, pour arriver à 43% des intentions de vote. À l'inverse, Édouard Philippe recule dans des proportions considérables, à 5% des intentions de vote. La saillance particulièrement forte actuellement des enjeux sociaux liés à la crise des carburants est donc un profond facteur explicatif des dynamiques politiques de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon et, à l'inverse, du tassement d'Édouard Philippe dans les sondages.

Lorsque les thématiques économiques sont jugées les plus importantes et qu'elles s'associent à de la peur et de la colère, une baisse des intentions de vote s'observe pour tous les candidats à l'exception de deux d'entre eux : Bruno Retailleau (+4) et Marine Le Pen (+13).

Enfin, Jean-Luc Mélenchon pâtit toujours de la saillance des sujets de défense, même lorsque cela est associé à de la peur et de la colère (-9 points). Point notable, lorsque la colère s'associe à la peur sur cette thématique, Marine Le Pen voit son score rester stable alors qu'il baissait de 6 points en présence de peur uniquement. À l'inverse, la dynamique d'Édouard Philippe se trouve largement ralentie dans cette circonstance (+4 points *vs* +11 points).

Résumons-nous. Chaque candidature présente ainsi un profil très différent selon la crise qui

domine les préoccupations et la réaction émotionnelle qu'elle génère. Marine Le Pen bénéficie massivement des préoccupations identitaires, que celles-ci génèrent de la peur seule ou de la peur et de la colère. Les crises sociales et économiques deviennent également très favorables à sa candidature lorsqu'elles génèrent de la colère. À l'inverse, les préoccupations environnementales lui sont très défavorables, tandis que les enjeux de défense la placent en retrait lorsqu'ils génèrent uniquement de la peur. De manière générale, l'ajout de la colère lui bénéficie : il amplifie fortement ses dynamiques sur les enjeux sociaux et économiques et lui permet, sur la défense, de retrouver son niveau moyen.

Jean-Luc Mélenchon présente presque le profil inverse : les préoccupations environnementales constituent de très loin sa configuration la plus favorable, devant les questions sociales, et ces avantages sont encore renforcés lorsque la peur se double de colère. En revanche, les crises identitaires, économiques et internationales lui sont nettement défavorables, quelle que soit la configuration émotionnelle. La colère lui bénéficie donc de manière beaucoup plus sélective qu'à Marine Le Pen : elle renforce très fortement ses positions lorsque les préoccupations sont environnementales ou sociales, mais ne corrige pas ses difficultés sur l'identité, l'économie ou la défense.

Raphaël Glucksmann bénéficie principalement des préoccupations environnementales et de défense, surtout lorsqu'elles génèrent de la peur sans colère ; il est en revanche particulièrement pénalisé par la saillance des enjeux identitaires et recule également lorsque les préoccupations économiques dominent. Pour lui, l'ajout de la colère est globalement défavorable : elle réduit son avantage sur l'environnement et la défense et accentue son recul sur l'économie, sans lui ouvrir de nouveau terrain favorable.

Édouard Philippe trouve son terrain le plus favorable dans les questions de défense, à condition surtout qu'elles génèrent de la peur sans colère ; les préoccupations économiques lui sont également légèrement favorables lorsqu'elles provoquent uniquement de la peur. À l'inverse, les crises identitaires et sociales lui sont très défavorables. Plus généralement, l'apparition de la colère lui est défavorable : elle réduit fortement son avantage sur la défense et fait disparaître celui dont il bénéficiait sur l'économie, tout en accentuant ses difficultés sur le social.

Bruno Retailleau bénéficie principalement des préoccupations identitaires et économiques, ainsi que, dans une moindre mesure, des enjeux de défense ; les préoccupations environnementales et sociales lui sont en revanche défavorables. Son cas se distingue par une relative stabilité face à la colère : l'ajout de celle-ci modifie peu les domaines qui lui sont favorables ou défavorables et l'ampleur des écarts observés.

Enfin, Gabriel Attal ne bénéficie véritablement que d'une configuration : celle où les questions de défense génèrent de la peur sans colère. Les préoccupations identitaires, sociales et environnementales lui sont défavorables. L'ajout de la colère lui est presque systématiquement défavorable : quelle que soit la crise considérée, ses intentions de vote se situent alors sous leur niveau moyen, y compris sur la défense, qui constituait pourtant son seul terrain favorable lorsque la peur était seule.

Conclusion : quelle crise structurera la présidentielle de 2027 ?

À quelques mois de l'élection présidentielle, un premier constat s'impose : l'accumulation des crises a profondément dégradé l'état d'esprit des Français, mais elle ne produit pas mécaniquement les mêmes effets politiques et électoraux. Tout dépend d'abord de la réaction qu'elle provoque. Lorsque les crises génèrent de la peur seule, la demande de radicalité comme les grands équilibres électoraux restent relativement proches de ceux observés dans l'ensemble de la population. Lorsque cette peur se double de colère, la demande de rupture progresse fortement et les rapports de force électoraux se transforment davantage. Marine Le Pen est aujourd'hui la principale bénéficiaire de cette combinaison entre peur et colère, tandis que ses effets sont beaucoup plus sélectifs pour Jean-Luc Mélenchon et globalement défavorables aux candidatures d'Édouard Philippe, Raphaël Glucksmann et Gabriel Attal.

Mais cette première distinction ne suffit pas à expliquer l'ensemble de la situation actuelle. Toutes les crises ne produisent pas non plus les mêmes dynamiques. Une crise identitaire constitue un terrain particulièrement favorable à Marine Le Pen, une crise environnementale profite davantage à Jean-Luc Mélenchon et, dans une moindre mesure, à Raphaël Glucksmann, une crise sociale générant de la peur et de la colère bénéficie à la fois à Marine Le Pen et à Jean-Luc Mélenchon, une crise économique accompagnée de colère profite principalement à Marine Le Pen, enfin, une crise internationale générant avant tout de la peur dessine une configuration beaucoup plus favorable à Édouard Philippe et, dans une moindre mesure, à Raphaël Glucksmann et Gabriel Attal. La nature de la crise et l'état émotionnel qu'elle génère constituent donc deux dimensions indissociables pour comprendre ses conséquences politiques.

C'est précisément ce qui rend la situation actuelle particulièrement intéressante. La hausse des prix des carburants se trouve à la rencontre de deux crises et, potentiellement, de deux dynamiques politiques très différentes. Elle peut être présentée comme la conséquence d'un environnement international dégradé, des conflits et des tensions sur les approvisionnements énergétiques. Dans ce cadrage, elle renvoie d'abord à une menace extérieure et à un registre dans lequel la recherche de stabilité occupe une place importante. Mais elle peut aussi être vécue et

présentée comme une nouvelle crise du pouvoir d'achat, mettant en cause le niveau des prix, la fiscalité et les réponses apportées par les pouvoirs publics. Si cette seconde lecture nourrit simultanément peur et colère, les équilibres électoraux observés dans notre enquête sont profondément différents, au bénéfice notamment de Marine Le Pen et, sur le registre spécifiquement social, de Jean-Luc Mélenchon.

Une partie de la bataille politique des prochains mois pourrait donc porter sur la définition même de la crise que traverse le pays. Derrière la question apparemment simple du prix des carburants se joue une opposition entre deux récits : celui d'une France confrontée aux conséquences d'un monde plus dangereux et instable, et celui d'une France confrontée à une nouvelle dégradation de ses conditions de vie. Les données présentées dans cette note montrent que ces deux lectures ne conduisent ni aux mêmes attentes politiques ni aux mêmes configurations électorales.

Rien ne dit également que cette opposition entre crise internationale et crise sociale dominera jusqu'à l'élection présidentielle. Un nouvel épisode climatique majeur pourrait replacer l'environnement au centre des préoccupations, une séquence autour de l'immigration ou de la sécurité pourrait faire remonter les enjeux identitaires, une aggravation des tensions internationales pourrait au contraire renforcer encore la centralité des questions de défense. À chaque fois, ce ne serait pas simplement l'actualité qui changerait, mais potentiellement la structure même du rapport de force électoral.

À l'approche de 2027, il s'agit donc de savoir quelle crise finira par dominer les préoccupations des Français, quelle émotion elle générera et quelle lecture politique parviendra à s'imposer. Les crises ne profitent pas en elles-mêmes à un candidat, ce sont leur nature, les émotions qu'elles provoquent et la manière dont elles s'inscrivent dans le débat public qui déterminent les dynamiques politiques qu'elles peuvent engendrer.

Crédit photo : Bastien André / Hans Lucas.

1. Les différentes données et calculs dans cette note sont tirés de l'Enquête électorale française, réalisée par Ipsos BVA pour le Cevipof, *Le Monde*, la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne, septembre 2026, sur un échantillon de 13 000 Français représentatifs de la population.
2. Pour comprendre les mécanismes spécifiques où la colère se lie à la peur, voir Antoine Bristielle, *Les entrepreneurs de la peur*, Paris, JC Lattès, 2026.
3. La question posée dans l'enquête était : « Parmi les grandes questions auxquelles la France est aujourd'hui confrontée, laquelle vous semble la plus importante ? ».